



HAL
open science

“ Une autre histoire du monde ”. Entretien mené avec Pierre Singaravélou et Fabrice Argounès le 17 juin 2024

Anthony Goreau-Ponceaud, Marie Redon

► To cite this version:

Anthony Goreau-Ponceaud, Marie Redon. “ Une autre histoire du monde ”. Entretien mené avec Pierre Singaravélou et Fabrice Argounès le 17 juin 2024. 2024, pp.283-299. 10.4000/12qna . halshs-04824856

HAL Id: halshs-04824856

<https://shs.hal.science/halshs-04824856v1>

Submitted on 10 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Suds

Géographies critiques, perspectives des Suds

289 | 2024

Les nouvelles villes-capitales des Suds à l'époque contemporaine : projets et bilans critiques

« Une autre histoire du monde ». Entretien mené avec Pierre Singaravélou et Fabrice Argounès le 17 juin 2024

Anthony Goreau-Ponceaud et Marie Redon



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/suds/1866>

DOI : 10.4000/12qna

ISSN : 3001-591X

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2024

Pagination : 283-299

ISBN : 979-10-300-1154-8

ISSN : 3001-2139

Distribution électronique Cairn



Référence électronique

Anthony Goreau-Ponceaud et Marie Redon, « « Une autre histoire du monde ». Entretien mené avec Pierre Singaravélou et Fabrice Argounès le 17 juin 2024 », *Suds* [En ligne], 289 | 2024, mis en ligne le 01 novembre 2024, consulté le 02 décembre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/suds/1866> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/12qna>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

SUDS A VU

« Une autre histoire du monde » Entretien mené avec Pierre Singaravélou et Fabrice Argounès le 17 juin 2024.

Anthony Goreau-Ponceaud, Marie Redon

Du 8 novembre 2023 au lundi 11 mars 2024 s'est tenue au musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem) à Marseille, une exposition qui invitait le public à s'affranchir de la perspective européocentrée en privilégiant le point de vue des sociétés non-européennes longtemps invisibilisées par l'historiographie occidentale. Détachée de la primauté de l'écrit, cette exposition intitulée « Une autre histoire du monde » donne à voir la diversité des sources orales et matérielles (150 pièces ont ainsi été exposées) de sociétés dont l'historicité fut niée par les puissances coloniales concourant de fait à une hégémonie épistémique de l'Occident, longtemps apparu comme le lieu privilégié d'énonciation et de production de connaissances. L'« autre histoire du monde » proposée permettait de donner à penser d'autres mondialisations, d'autres récits historiques, d'autres visions des « autres », d'autres déclinaison de l'altérité.

Cette entreprise, conçue par trois co-commisaires, Fabrice Argounès¹, Pierre Singaravélou² et Camille Faucourt³ vient largement nuancer le solipisme selon lequel le monde occidental, à travers la matrice coloniale et impériale, a été pensé comme un ici absolu à partir duquel ordonnancer le monde,

1. Géographe spécialiste d'histoire des savoirs cartographiques et géopolitiques, enseignant à l'Université de Rouen.

2. Historien spécialiste des empires coloniaux et de la mondialisation, professeur au King's College de Londres et à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

3. Conservatrice, responsable du pôle Mobilités et Métissages au Mucem.

pour relativiser sa centralité ainsi que la prétention hégémonique de l'universalisme abstrait moderne.



Fig. 1. Catalogue *Une autre histoire du monde*, sous la direction de Fabrice Argounès, Camille Faucourt et Pierre Singaravélou, 2024, coédition Gallimard-Mucem, 200 pages.

Le point de départ de l'exposition faisant ainsi très largement écho aux questionnements épistémiques de notre revue (voir Calas B. 2015. *Les Cahiers d'Outre-Mer* changeant, *Les Cahiers d'Outre-Mer* 272, 3-4), nous avons eu le plaisir d'échanger avec Fabrice Argounès et Pierre Singaravélou sur cette expérience mais aussi, plus généralement, sur les enjeux d'une muséographie postcoloniale.

Marie Redon : Il peut sembler paradoxal que cette exposition, qui rassemble des objets et des artefacts collectés par les anciennes puissances coloniales et entend s'émanciper du récit eurocentré, se tienne en Europe, dans un musée dédié aux civilisations de l'Europe et conçue par trois Européens. Comment

avez-vous pensé l'articulation entre une volonté de décentrer le regard et le fait que cette exposition soit construite par des Occidentaux ?

Pierre Singaravélou : Cette question, les trois co-commissaires de l'exposition, se la sont posée dès le début du processus et elle est à la base de la méthodologie que nous avons décidé d'adopter pour la monter, en mettant en place des « séminaires expographiques ». À partir de 2019, nous nous sommes retrouvés très régulièrement, au sein du département de la recherche du Mucem, pour des workshops, parfois des journées d'étude, où étaient associés des chercheurs issus des différents continents, des collègues africains, asiatiques, américains, etc., et rassemblant à la fois des chercheurs en sciences sociales mais aussi, et c'était très important pour nous, des artistes. C'était une manière de répondre en partie à cette question du positionnement en assumant notre point de vue occidental, puisque le point de départ de l'exposition est une critique de l'eurocentrisme à travers un ensemble d'œuvres picturales, cartographique, etc.

Le cheminement de l'exposition suit d'ailleurs cette démarche intellectuelle, on y entre par la fameuse peinture de Véron-Bellecourt du premier quart du XIX^e siècle, par cette *Allégorie à la gloire de Napoléon*, où Clio montre aux nations, c'est-à-dire à des représentants du reste du monde, les faits mémorables de son règne, et puis peu à peu, au fil des œuvres, vient le décentrement que nous avons essayé d'opérer de manière concrète.

Assumer notre point de vue initial pour mieux s'en départir progressivement tout au long de l'exposition, c'est ce que nous avons aussi essayé de faire au cours des trois années de séminaires expographiques préparatoires. C'est aussi la démarche de l'ouvrage collectif *Colonisations. Notre histoire* (paru aux Éditions du Seuil en 2023) où sont associés pour près de la moitié des chercheurs qui ne travaillent pas en France. C'est un travail difficile à mettre en œuvre, mais indispensable.

Fabrice Argounès : Oui, d'autant que même nos collègues qui venaient d'autres zones, d'autres aires géographiques, voulaient eux aussi partir de cette vision eurocentrée, justement pour comprendre sa centralité et proposer de nouveaux regards. C'est notamment important pour la question de la construction des programmes scolaires, sur ce que l'on apprend en Europe du reste du monde, sur les façons d'envisager les choses différemment, avec d'autres regards. La prise de conscience de cette nécessité a été pour nous un puissant moteur. Le projet collectif comportait donc deux aspects : à la fois l'histoire que l'on racontait via l'exposition mais aussi la réflexion sur la manière dont les objets exposés étaient arrivés là, en Europe. Il fallait donc partir du point

de vue des musées européens, de leurs collections et forcément de la politique de prédation de l'époque impériale et coloniale. C'était là un très fort tropisme : pour pouvoir penser, mais aussi remettre en cause ou critiquer les approches européennes, il fallait précisément partir de l'expérience européenne de réunion d'artefacts, ou de division du monde par grandes aires géographiques, par continents, dans les différents musées.



Fig. 2. Allégorie à la gloire de Napoléon. Clio montre aux nations les faits mémorables de son règne. Alexandre Véron-Bellecourt (1773-1849). Paris. 1800/1825 (1^{er} quart du XIX^e siècle). Huile sur toile. Musée du Louvre – département des Peintures, Paris © RMN-Grand Palais (musée du Louvre)

Anthony Goreau-Ponceaud : En quoi les savoirs produits au sein des autres universités, par les autres chercheurs, permettent-ils de raconter une autre histoire du monde ? N'y-a-t-il pas une forme de savoir hégémonique qui rend difficile la prise en compte des savoirs vernaculaires ou autochtones ?

P. S. : C'est justement le corollaire de la question précédente. Bien sûr, ces savoirs, ces connaissances existent, et elles ont été, en partie d'abord, produites en situation coloniale par des orientalistes, des linguistes, des anthropologues, etc. Évidemment, comme c'était alors le cas dans les sciences coloniales, ces savoirs étaient parfois orientés, il existait un certain nombre de biais épistémologiques. Donc il s'agit alors, et c'est toute l'histoire des sciences sociales depuis les années 1960, de s'intéresser aussi à la manière dont ces regards occidentaux ont réinventé ces régions du monde pour, dans un second temps, retrouver ces pratiques sociales autochtones, ces savoirs vernaculaires, etc., par-delà leur reconstruction. En cela, « Une autre histoire du monde » est une exposition un petit peu « méta », qui permet d'essayer de comprendre comment a fonctionné et fonctionne le regard occidental, même si c'est déjà une essentialisation de parler de regard occidental puisqu'il y a eu toute une série de discours occidentaux sur l'autre et l'ailleurs, et qui dépend aussi des contextes sociaux, des pays, etc.

Si ce type de travaux, d'approches, existent aussi bien en Europe que dans d'autres universités du monde, dans les universités africaines, asiatiques, américaines, etc., c'est souvent sous forme fragmentaire. Un des problèmes majeurs est l'absence de coopération et de partenariats stables et ambitieux avec les universités issues des Suds, ce qui induit une distorsion dans le rapport de force historiographique. Les Suds sont très peu présents sur la scène scientifique européenne.

Il faut dire aussi – ne nous faisons pas d'illusions – que nous, francophones, nous sommes dominés par les chercheurs anglophones, qui ne nous lisent plus, ou quasiment plus alors que nous les lisons, et avec lesquels nous ne dialoguons plus non plus. On est dans un rapport de force historiographique assez complexe qui fait que ces travaux-là, qui sont menés à Dakar, à Hanoï ou encore à Santiago du Chili et Buenos Aires et, j'irais même plus loin, je serais plus radical, à Pointe-à-Pître, à Fort-de-France et à Nouméa où il existe des universités françaises, ne sont pas lus. Ces travaux ne sont pas visibles autant qu'ils devraient l'être dans l'Hexagone ou plus généralement en Europe et ne sont pas traduits s'agissant des travaux en langue étrangère. Il y a donc tout un travail important à faire, un travail indispensable, de reconnexion, ou tout simplement de connexion parce que ces travaux existent parfois depuis longtemps ; qu'on reprenne par exemple des écrits menés dans les années 1960-1970 en Amérique

latine, au Cambodge. Il ne s'agit pas là d'une révolution historiographique, mais d'une nouvelle méthode plus coopérative de reconnexion avec les Suds, ce qui est aussi l'enjeu de votre revue.

La limite de l'exercice avec cette exposition, c'est qu'il ne s'agit pas véritablement d'une coproduction avec des musées du Sud. On n'en est pas là et c'est un autre sujet sur lequel nous travaillons, mais c'est très difficile à mettre en œuvre parce que la circulation des œuvres n'existe pas. Nous l'avons bien vu, par exemple avec des musées africains : les grands musées du Nord ont du mal à coopérer, à vraiment travailler en symétrie avec leurs homologues parce que, autant on peut faire circuler les œuvres du sud vers le nord, autant ce n'est jamais le cas dans l'autre sens, à quelques exceptions près. C'est donc pour nous la prochaine étape, celle de la justice patrimoniale. Comment inventer de nouvelles formes de coopération, pas seulement dans le domaine intellectuel, pas seulement la circulation des savoirs aux seuls profits du Nord mais aussi, concrètement, avec la circulation des œuvres ?

F. A. : Évidemment avec un titre comme « Une autre histoire du monde », il est impossible dans un musée, au Mucem ou ailleurs, d'embrasser la totalité des expériences non-occidentales qu'on peut avoir sur le monde. Nous n'avons surtout pas voulu essentialiser un regard non-occidental global qui irait de Nouméa à Dakar, ce serait ridicule, mais on a choisi des entrées par des objets vernaculaires. Le choix a été fait de ne présenter aucun objet occidental, hors exception, afin de montrer, de raconter une autre histoire de la mondialisation, ou plutôt des mondialisations successives, à partir d'objets qui ne sont pas produits en Occident mais qui peuvent être influencés par l'Occident.

Prenons l'exemple de la géographie, des cartes. Dans la première partie de l'exposition, il s'agissait de montrer qu'il existait d'autres visions, avec d'autres « centres du monde », puis de désanonymiser les sources des savoirs vernaculaires parvenus aux Occidentaux.

Parfois, nous n'avions pas l'objet original, qui avait disparu, mais sa copie produite en Occident. Mais, lorsqu'on utilisait la copie européenne, le but était de rappeler que telle ou telle carte ne pouvait exister sans les savoirs autochtones ou vernaculaires qui ont permis sa construction, comme c'est le cas avec des cartes d'Amérique du Nord du XVIII^e siècle par exemple.

C'est donc aussi l'occasion de proposer une épistémologie extra-occidentale de la géographie. En 1826, à peu près à la même époque que les travaux de Humboldt (1769-1859), le clerc de la grande mosquée d'Al-Azhar, Rifa'a al-Tahtawi, propose une véritable géographie urbaine et sociale de la ville de

Paris, de ses habitants et de ses mœurs, souvent beaucoup plus développée que ce que faisaient les Européens à ce moment-là. Nous pouvons évoquer également les récits de voyage et les encyclopédies chinoises ou japonaises qui s'intéressaient à l'Europe en comportant des questionnements sur son découpage politique, qui proposait, de fait, au lectorat asiatique, une véritable géopolitique de l'Europe de la fin du XIX^e siècle, au moment des travaux de Vidal de la Blache (1845-1918). *In fine*, même pour nos habituels outils disciplinaires, une exposition de ce type peut raconter quelque chose qui va aider à la fois des collègues du secondaire par rapport à leurs élèves – nous avons fait des visites dédiées, des accompagnements pédagogiques de classes en REP+ – et des collègues du supérieur en termes de réflexions plus globales, sur la discipline. Nous avons eu beaucoup de retours positifs de l'Association des professeurs d'histoire et géographie (APHG) à ce sujet.

M. R. : Alors justement, à travers cette approche expographique, vous êtes en train de développer et j'allais dire presque conceptualiser, une façon de faire circuler du savoir, de la connaissance, de la réflexion, du croisement et presque de la confrontation. Mais pourquoi ce média-là, quel intérêt spécifique de passer par des expositions dans des musées ?

P. S. : C'est aussi un questionnement qui est au cœur de nos réflexions depuis un moment, pour être précis depuis 2015 parce que c'est l'année où, avec Fabrice, nous avons monté une petite exposition de cartes japonaises à la bibliothèque de la Sorbonne (« Le Japon et la mer : une cartographie asiatique »). Tout de suite après, nous avons décidé de faire « Le monde vu d'Asie », une exposition autour des traditions cartographiques asiatiques au musée Guimet, le musée national des Arts asiatiques. Ça a été notre première grande exposition, en 2018, celle qui nous a lancés d'une certaine manière parce qu'elle a ensuite voyagé à Singapour sous une forme adaptée en 2020-2021 et qu'elle va continuer à voyager sans doute bientôt en Allemagne, aux Etats-Unis, etc. Pour ma part, j'ai ensuite été invité pendant deux ans au musée Guimet et puis, en 2022, j'ai obtenu la « Chaire du Louvre » qui donne l'occasion à une chercheuse ou à un chercheur de porter un autre regard sur le musée et ses collections.

Mais pourquoi, pour nous, les musées constituent-ils un enjeu épistémologique, démocratique et politique au sens fort du terme ?

D'abord parce que, d'un point de vue épistémologique, les musées nous permettent de faire en quelque sorte des analyses 3D, ces expositions donnent à voir la culture matérielle : les objets, les œuvres mais aussi les artefacts sont pour nous le meilleur moyen de faire accéder le public à une approche globale

parce que ce sont les plus petits dénominateurs de toutes les sociétés du monde. En cela, ils nous permettent d'appréhender à la fois les circulations entre les différentes régions du monde de manière très incarnée et d'avoir une approche par le bas (circulation de ces œuvres, de ces objets, réappropriations, réinventions des pratiques associées à travers ces objets, etc.). En même temps, à travers cette culture matérielle, on peut aussi développer des études comparées, ce qui n'est pas le cas pour d'autres objets de recherche. Ainsi, si on pense aux sociétés sans écriture, la culture matérielle est ce qui permet de faire ce grand écart entre, par exemple, la France, l'Océanie, l'Afrique australe et les Caraïbes en l'an 1000 de notre ère. C'est un premier point central car cela permet, d'une certaine manière, de proposer une réécriture radicale de l'histoire des arts qui était, jusqu'à la fin du XX^e siècle, quasi-exclusivement focalisée sur la sculpture et la peinture. Là, évidemment, ça fait exploser des cadres jusqu'à présent européocentrés, des canons esthétiques qui ont été élaborés par l'Europe et pour l'Europe et ses extensions, ses projections. Et cela séduit de manière très concrète et sensible les visiteurs, et on voit bien à quel point avec les enfants, avec le public des écoles primaires, avec ceux qui n'ont pas l'habitude de se rendre en musée, ça fonctionne.

Donc j'en viens au second aspect : l'aspect politique au sens démocratique de la démarche. Pour moi, et je pense que Fabrice sera d'accord, le musée est l'un des seuls lieux aujourd'hui au monde qui, plus que l'université, plus que l'école même, permet, idéalement j'entends, de manière sensible d'apprendre des choses. Certes, il ne le permet pas systématiquement, mais devrait le permettre et c'est là un des principaux enjeux pour nous et pour toute une série d'acteurs du monde des musées parce que c'est une forme de découverte qui n'est pas liée à l'érudition. La visite d'un musée ne nécessite pas de prérequis mais elle forge les imaginaires et permet un apprentissage par le sensible qui n'est pas possible ailleurs. D'où aussi l'importance des musées dans l'écologie démocratique de nos sociétés et pas seulement occidentales, car des musées il y en a partout, y compris dans les régimes autoritaires. On plaisantait d'ailleurs il y a quelques années sur le fait que la Chine ouvrait un musée par jour, certes dans un système qui est de plus en plus autoritaire depuis 2013.

Mais ce double aspect, épistémologique et politique, fait que le musée est un laboratoire d'expérimentations précieux pour les chercheurs que nous sommes et qui, au fond, n'a pas véritablement d'équivalent. Les musées sont aussi pour nous des lieux de recherche avec la découverte de fonds jusque-là inexploités, comme c'est le cas du musée Guimet, ou à l'inverse, des musées qui découvrent une partie de leurs propres fonds à l'occasion de nos programmes de recherche.

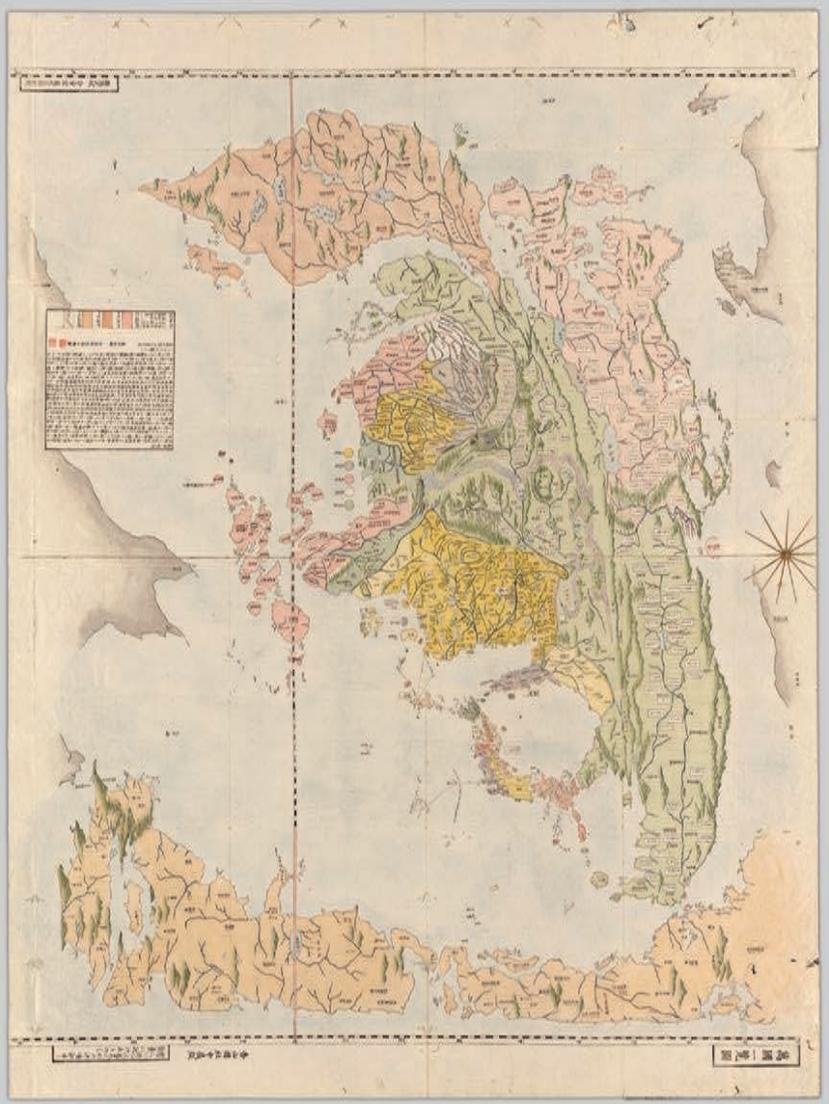


Fig. 3. Koyano Yoshiharu, Bankoku Ichiran zu, 1809 - carte japonaise centrée sur l'Himalaya. Rare Books and Special Collections, University of British Columbia Library, Vancouver.

F. A. : Le musée n'est pas seulement un terrain, au sens très géographique du terme, pour nous mais aussi un moyen d'exposer les résultats de recherches scientifiques comme peuvent l'être des articles dans des revues à comité de lecture, des ouvrages, etc. C'est-à-dire que l'on est capable de produire de la recherche scientifique au sein d'un musée, à travers les formes de l'exposition et de ce qui l'accompagne (cartels, colloques, catalogue de l'exposition, ouvrages liés). L'exposition peut aussi servir à enclencher une dynamique de recherche. Ce fut le cas au musée Guimet, où la bibliothèque avait un fonds inexploité jusqu'à l'exposition « Le monde vu d'Asie » qui a ouvert des perspectives de recherche pour exploiter ce fonds.

« Une autre histoire du monde » a bénéficié d'une grosse couverture médiatique, nous avons même eu une double page dans *Le Figaro*⁴ où il était à peu près question de nous comme de « savants doublés de moralistes », qui, non contents de le faire à travers des livres, nous amènent maintenant à regarder le monde vu d'Afrique ou d'Océanie dans des musées. Et c'est finalement le but : toucher des publics différents de ceux des campus et des amphis. Les enjeux de l'histoire globale, de la géohistoire et de la géopolitique étaient plus simples à faire passer par cette exposition qu'ils ne l'auraient été, pour le public venant au Mucem, par un bouquin de plus.

M. R. : Est-ce que vous êtes accompagnés par le personnel des musées dans cette démarche ? Comment le lien entre ce monde et celui de l'université se fait-il ?

F. A. : Les universitaires français s'investissent assez peu dans les musées, et nous ne sommes finalement pas très nombreux. Classiquement, par rapport à leur fonction et leurs responsabilités, ce sont les conservatrices et les conservateurs des musées qui se sont posé beaucoup de questions sur ces sujets, avec leurs propres recherches et longtemps à distance de la recherche universitaire. Pourtant, il y a incontestablement désormais une forme d'ouverture beaucoup plus ambitieuse, des deux côtés.

P. S. : Oui, cette ouverture est à l'œuvre dans tous les musées, c'est une dynamique globale. Lorsque le musée du Louvre m'a attribué sa chaire en 2022, c'était la première fois qu'elle était confiée à un non-historien de l'art.

4. « Exposition : au Mucem à Marseille, mille et une manières de voir le monde » par Éric Biétry-Rivierre, publié le 19/01/2024 : « Le trio de scientifiques peut bien, par un discours militant, hérisser les antiwoke primaires, la plupart des pièces convoquées parlent d'elles-mêmes. Relativisant notre représentation du monde. L'inscrivant au sein d'une polyphonie qui permet d'en appréhender les biais, oublis et impensé [mais] peut-être ces savants doublés de moralistes auraient-ils dû conclure honnêtement plutôt que d'accabler. »

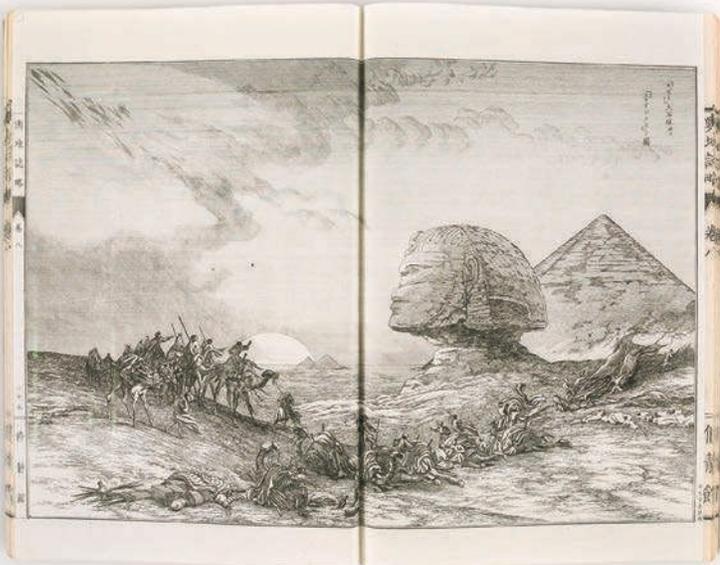
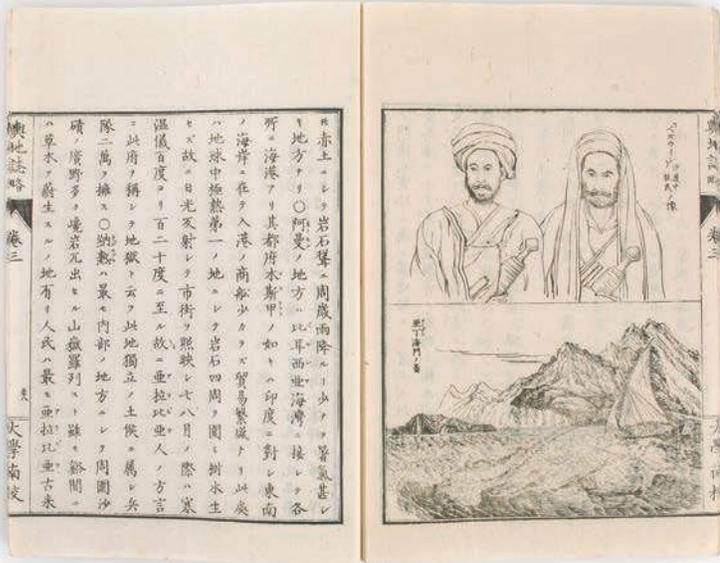


Fig. 4a et 4b. Deux pages d'une encyclopédie de géographie japonaise sur l'Égypte et l'Arabie. Yochi Shiryaku, Arabie et Yochi Shiryaku, Égypte.

Il y a eu un tournant global des musées, d'abord dans le monde anglophone, en Angleterre, aux États-Unis, en Australie, puis dans le monde germanique, en Allemagne et en Suisse alémanique. Les Français ne s'y sont mis que plus tardivement. Mais, on le voit bien, les musées d'ethnologie sont en train de se reconfigurer un peu partout dans le monde, c'est devenu un passage obligé, y compris pour ces disciplines issues des sciences coloniales, comme l'ethnologie. Depuis longtemps, ces disciplines pensent la critique de l'héritage de la pensée coloniale et y compris d'un point de vue épistémologique, mais là, dans les musées, ça devient concret.

Alors bien sûr, il faut se méfier des effets de mode, et c'est tout le problème de l'injonction de décolonisation des musées. Il ne faut pas s'en tenir à un « *rebranding* » des musées, ce que nous avons parfois vu de près avec certains grands musées étrangers anciennement ethnologiques qui se contentent de changer de nom, en inventant des acronymes un peu plus « sexy » et attractifs, avec l'idée de mettre le paquet sur la reconnexion avec les communautés d'origine, mais en faisant parfois un peu n'importe quoi. Par exemple, en considérant que les représentants des communautés d'origine sont tout simplement les immigrés présents dans la ville concernée, comme si ces personnes, quels que soient leur histoire, leur statut, leur profession, leur lieu de vie, etc., en tant que « descendants », sont les détenteurs d'un patrimoine ou d'un héritage patrimonial. On voit bien qu'il y a évidemment un risque dans ce processus, mais ce sont aussi des passages obligés.

Dans tous les cas, ce qui paraît extrêmement fécond, ce sont les questionnements : comment faire pour aborder l'héritage colonial de ces musées qui sont quasiment tous nés dans le contexte de l'expansion coloniale européenne, que ce soit le Louvre ou le British Museum, les grands musées dits universaux ou encyclopédiques, comme les petits musées ? Il s'agit de repenser à la fois l'histoire des collections et de repenser la scénographie, ce que l'on essaie modestement de faire avec nos ami(e)s conservateurs et conservatrices. C'est passionnant parce que ça touche à tous les domaines des musées et parce que c'est intimement connecté avec la manière dont nous écrivons les sciences sociales. Nous plaidons donc en faveur de nouveaux liens entre les universités et les musées ou les centres de recherches car ce sont deux mondes qui ont longtemps été hermétiques l'un à l'autre et qui ont beaucoup à échanger. Le CNRS permet d'ailleurs de faire un détachement au sein de musées. C'est aussi un problème très français dans la mesure où le corps des conservatrices et conservateurs et celui des universitaires ont très peu communiqué. Les universitaires sont très peu invités dans les musées pour concevoir des expositions et inversement, les conservateurs et conservatrices, en dépit de leur expertise sont peu, voire pas du tout sollicités pour les jurys de thèse. Il y a donc tout

un travail de connexion à effectuer mais ce qui est réjouissant c'est que les responsables du monde des musées ont bien compris qu'il fallait bouger les lignes pour que les musées demeurent vivants, c'est ça l'enjeu ! C'est un enjeu vital pour les musées et, d'une certaine manière, c'est aussi un enjeu existentiel pour l'université, car on voit bien que notre rôle social est questionné. Nous avons donc tout intérêt à travailler davantage ensemble.

F. A. : Pour rebondir, au sein du monde universitaire, la géographie et la géohistoire des arts et du patrimoine permettent d'envisager des réflexions novatrices sur ces sujets. Ainsi, pour cette exposition, les questions géographiques furent centrales à la fois pour la fabrique des imaginaires géographiques à l'intérieur des musées et pour leur remise en cause, c'est-à-dire le questionnement sur les grands découpages du monde et sur la manière de les aborder au sein des musées. Sont centrales aussi la façon dont on réintègre la notion de mondialisation et plus largement celle des aires géographiques, la question des restitutions et de la prédation qui sont bien d'ordre géographique.

« Une autre histoire du monde » est aussi un moyen de questionner le modèle diffusionniste du patrimoine et des musées. Cela fait très longtemps qu'il existe des patrimonialisations extra-occidentales en des lieux évoqués dans l'exposition à travers les objets, il y a aussi des notions intéressantes qui montrent que la géographie participe pleinement à cette réflexion globale sur l'avenir de ces musées et leur rapport à l'histoire coloniale.

Il ne s'agit pas que d'objets historiques, mais bien aussi géographiques. Par exemple, il est toujours intéressant de confronter le rapport que l'on a au territoire de l'époque et au territoire contemporain, ce à quoi nous amènent par exemple les enjeux des restitutions : le sabre d'El Hadj Oumar Saïdou Tall, fondateur de l'empire Toucouleur au XIX^e siècle, a bien été rendu par la France au Sénégal en 2019 mais cet empire débordait alors sur le Mali, ce qui pose évidemment des questions d'ordre diplomatique et géopolitique...

A. G-P. : Concernant l'opposition classique que l'on fait entre orientalisme et occidentalisme, de quelle manière l'occidentalisme a été, lui aussi, producteur d'exotisme et quelle est la nature de cet exotisme ?

P. S. : Pour nous, cette inversion du regard est primordiale, c'est un geste décisif dans le décentrement de la perspective, notamment depuis « Le monde vu d'Asie », en 2018. Les écoles critiques, les études postcoloniales et parfois même les études décoloniales se sont focalisées sur l'orientalisme, mais parfois excessivement et c'est là une principale critique que nous adressons à Edward Said qui a joué un rôle majeur dans les sciences sociales. Dans son ouvrage

publié en 1978, il considère, comme l'indique le sous-titre – *L'Orient créé par l'Occident* –, que cet orientalisme est une invention pure et simple des savants et écrivains européens. En réalité, quand on travaille sur des exemples précis, on se rend compte qu'il n'en est rien la plupart du temps, notamment aux XIX^e et XX^e siècles ; l'orientalisme est une coproduction avec des lettrés autochtones, des savants indigènes, etc.

Nous y revenons en détails dans nos différents travaux, mais il faut aller plus loin sur ce point, de même sur le colonialisme qui n'est pas le monopole de l'Occident. Il y a là comme une dernière ruse de la raison occidentale : penser que la civilisation était l'apanage de l'Occident et donc la colonisation aussi, puisque la colonisation était l'une des principales caractéristiques de la civilisation dans la matrice de la fin XVIII^e - début XIX^e siècle. Eh bien non, l'orientalisme n'est pas non plus le monopole de l'Europe, surtout qu'il existe des formes multiples d'occidentalisme auxquelles nous nous sommes intéressés et ce d'autant plus dans cette « autre histoire du monde », elles ont pour support des objets, il ne s'agit pas seulement de discours. Nous avons retrouvé avec Fabrice, et c'est un régal autant que c'est compliqué, des formes d'occidentalisme dans des textes arabes, dans des textes chinois et dans des textes du sous-continent indien qui retranscrivent la manière dont les Européens étaient alors représentés, stigmatisés ou même loués. Mais, dans beaucoup de sociétés comme en Océanie, en Afrique sub-saharienne, dans les Amériques, ce sont des objets, des sculptures, des textiles, des dessins qui nous l'apprennent. C'est très important pour nous car l'étude des occidentalismes est en devenir, nous avons justement écrit une section thématique sur ce point au sein du catalogue de l'exposition.

F. A. : Dans l'exposition, cela guide les trois focus permettant de remettre en cause le discours porté depuis des décennies : *primo*, il y a des mondialisations qui ont été pensées sans être construites sur un centre européen ou atlantique ; *deuxio*, il y a des universalismes concurrents à l'universalisme occidental ; *tertio*, il y a eu des occidentalismes face à un orientalisme. Nous avons d'abord proposé une approche sur des mondialisations multiples, à partir du décloisonnement du monde vu par les Mongols et des mondialisations sur l'océan Indien, et ce jusqu'à la mondialisation asiatique, bien loin d'une mythologie occidentale des supposées « grandes découvertes ». Deuxièmement, nous voulions ouvrir une réflexion sur l'universalisme, en présentant d'autres discours encyclopédiques et universalistes que celui porté par l'Europe, d'autres pensées sur le monde qui englobent des perspectives et des réflexions sur l'échelle mondiale, ce qui nous paraît surprenant par rapport à l'habitude du point de vue européen sur l'universalisme. Enfin, nous avons envisagé un occidentalisme par les objets, en particulier asiatiques, évoqué par Pierre, qui

montrent d'autres types de poncifs et de clichés, au miroir de l'orientalisme. On a utilisé soit des objets, soit des encyclopédies chinoises et japonaises, soit des discours. Nous nous sommes appuyés sur des discours portés qui dépassaient le territoire « national » pour donner une vision globale avec la volonté de diffuser cette vision à une échelle dépassant celle de l'ethnie, de l'État, de l'empire. Parmi les plus connus, les discours des empereurs moghols, en Inde, du XVI^e au XVIII^e siècle, qui donnent à réfléchir à la fois sur leur territoire, sur le monde vu depuis l'Inde et sur la manière d'intégrer et de gouverner leur société « multiculturelle ».

A. G-P : Comment vous positionnez-vous par rapport à la théorie critique et au « *decolonial turn* » ?

P. S : Nous ne nous sommes jamais définis comme appartenant à un courant ou à un autre. Quand j'ai commencé à faire de l'histoire, je me suis beaucoup inspiré des *colonial studies*, c'est-à-dire que je produis une histoire sociale et politique du fait colonial. Mon mémoire de maîtrise, qui a fait l'objet de mon premier livre sur l'École française d'Extrême-Orient, portait justement sur une critique concrète des travaux d'Edward Said. C'est pourquoi, d'emblée, j'ai été un petit peu en décalage par rapport aux études postcoloniales tout en reconnaissant leur apport considérable. Quant aux études décoloniales, d'ailleurs extrêmement intéressantes, on ne s'y inscrit pas non plus parce que c'est une approche disciplinaire qui s'est surtout développée en économie et en philosophie, et concernant notamment l'Amérique latine, aire sur laquelle nous avons moins travaillé. Au fond, nous avons échappé à cette querelle des écoles, y compris pour l'histoire globale. Nous ne nous sommes jamais définis comme promoteurs de l'histoire globale, de l'histoire impériale ou de l'histoire coloniale, ce qui nous a permis, je crois, de faire dialoguer toute une série d'approches dans le cadre de grands collectifs.

Parallèlement à nos recherches personnelles, nous avons en effet animé ou co-animé des collectifs où voisinent, où dialoguent, des chercheuses et des chercheurs issus d'horizons géographiques, épistémologiques et même politiques différents. La condition de ce dialogue, c'est l'ouverture épistémologique, sans que cette ouverture se transforme en « méli-mélo » où tout est dilué. Évidemment, ma formation c'est l'histoire sociale et la sociologie historique, et c'est ce qui demeure l'épine dorsale de tous ces travaux et ce qui permet aussi, par définition, un dialogue avec toutes les sciences sociales. C'est ce que nous avons essayé de faire aussi avec Quentin Deluermoz dans *Pour une histoire des possibles* (2016, Éditions du Seuil) sur l'analyse postfactuelle où, là aussi, le but du jeu était d'ouvrir un dialogue avec les autres sciences sociales et notamment la géographie. Aujourd'hui, si Christian Grataloup arrive à proposer un

livre d'histoire contrefactuelle, c'est justement parce qu'on arrive à mettre sur la table, tous ensemble, des sujets, des objets, des méthodes qui permettent ce dialogue mais qui ne va pas, et c'est vrai, sans frictions.

Le point commun à ces activités d'ouverture reste l'approche critique, c'est-à-dire une approche réflexive, c'est cette distance par rapport à l'objet qui permet la réflexion et qui fait que l'on est plutôt tous constructivistes au sens où l'on a conscience que les objets ne sont pas donnés, qu'ils sont construits. À partir de là, que l'on soit décolonial, postcolonial ou historien du global, il y a un terrain de jeu commun qui fait que l'on se comprend. C'est cette réflexivité qui est la condition même de notre recherche et qui est la condition de toute approche critique.

F. A : Je m'inscris également dans une approche critique de la géographie, comme déployée collectivement par exemple dans le *Dictionnaire critique de l'anthropocène* (DCA) en 2020. J'aime assez cette sorte de maxime sur les disciplines selon laquelle les disciplines scientifiques se reproduisent par le centre mais se renouvellent par les marges, elle est révélatrice du fait que l'on a effectivement, je crois, besoin d'un renouvellement par les marges qui peut par exemple passer par les musées. Nous avons la chance de pouvoir utiliser à la fois les outils des *colonial studies*, des *postcolonial studies* ou des études décoloniales et d'y piocher librement. Je pense à l'entrée du DCA rédigée par Irène Hirt qui présente les débats en géographie de la colonisation, géographie postcoloniale ou géographie décoloniale, et l'intérêt de se nourrir potentiellement de tous ces éléments pour produire des savoirs scientifiques.

Mes travaux s'inscrivent également dans une réflexion sur la décolonisation de la discipline, et notamment de son histoire et de son épistémologie. C'est quelque chose qui m'intéresse beaucoup. L'idée de concurrencer, mais à un niveau modeste, les grands discours de la fabrique de la géographie sur les deux derniers siècles par des discours qui viennent d'ailleurs est stimulante. Nous pouvons interroger la notion – ce que fait très bien votre revue depuis quelques années – de « géographie des Suds », qui s'inscrit dans un héritage et une macule particulière. Elle prend la suite de la « géographie du tiers-monde », cette dernière dans la filiation de la « géographie tropicale » qui est l'héritière de la très institutionnelle « géographie coloniale » avant les années 1960. Il faut bien se servir de cet héritage, tout en le prenant en compte et en le nourrissant, mais en faisant un pas de côté pour se demander d'où est-ce que nous parlons – les savoirs situés – car la géographie scientifique européenne n'a pas seulement construit le théâtre dans lequel joue la discipline, elle a également bâti la scène et écrit la pièce, et elle a défini et institutionnalisé le public qui pouvait y assister.

Les musées permettent alors de faire ce pas de côté parfois plus clairement, plus librement aussi que d'autres formes d'écriture ou de retours réflexifs, d'autant que malgré l'émancipation proposée par la géographie dite postcoloniale ou décoloniale, les problématiques franco-françaises dominent encore le champ. Il s'agirait de commencer à sortir de la perception seulement européenne de ces problématiques, même si elles sont importantes, pour saisir d'autres regards. Évidemment, en adoptant le point de vue de l'histoire de la géographie en Asie ou en Afrique, on élargit le champ des possibles, par rapport aux problématiques d'une géographie postcoloniale finalement et paradoxalement parfois très européenne ou nord-américaine.